

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

### **ARRETE n° 80 CM du 28 janvier 2016 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives.**

*NOR : SJ51520975AC*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 21 janvier 2000 modifié relatif à l'agrément des fédérations sportives ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— Par dérogation au premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 susvisé, la délégation de service public accordée aux fédérations sportives, pour la pratique de disciplines sportives, est prorogée à titre exceptionnel jusqu'au 15 février 2016.

Art. 2.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 janvier 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation  
et de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports,  
Nicole SANQUER-FAREATA.*

### **ARRETE n° 81 CM du 28 janvier 2016 portant règlement intérieur de l'ordre des géomètres-experts fonciers et des géomètres-topographes de la Polynésie française et portant application de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 portant réglementation de la profession de géomètre-expert foncier et de géomètre-topographe.**

*NOR : DAF1620016AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 portant réglementation de la profession de géomètre-expert foncier et de géomètre-topographe ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 janvier 2016,

Arrête :

#### TITRE Ier **ACCES A LA PROFESSION**

#### CHAPITRE Ier **DU TABLEAU DE L'ORDRE**

#### Section I *Tableau et inscription*

Article 1er.— La demande d'inscription au tableau de l'ordre des géomètres-experts fonciers et des géomètres-topographes de la Polynésie française est adressée par lettre recommandée avec demande d'acquit de réception au président du conseil de l'ordre. La demande est faite sur un formulaire délivré par l'ordre.

En application des articles LP. 3 à LP. 6 de la loi du pays susvisée, la demande d'inscription est accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- une copie certifiée conforme de tous diplômes dont il sera fait mention dans la demande ;
- tous justificatifs attestant d'un emploi salarié ou indépendant dans le domaine d'activité du géomètre et permettant d'apprécier l'expérience professionnelle du ou des demandeurs ;
- le cas échéant, un rapport d'activité détaillé justifiant d'une expérience professionnelle de deux ans dans le domaine foncier ;
- une copie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité ;
- un *curriculum vitae* ;
- un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;
- l'attestation d'assurance couvrant les risques de la responsabilité civile professionnelle ;
- le cas échéant, un extrait des statuts de la société et la liste de ses associés.

Art. 2.— Toute modification aux conditions d'inscription au tableau de l'ordre prévues aux articles LP. 3 à LP. 6 de la loi du pays susvisée doit faire l'objet d'une déclaration adressée au président du conseil de l'ordre.

Art. 3.— I. - Le conseil de l'ordre dresse le tableau des géomètres-experts fonciers et des géomètres-topographes et des sociétés de géomètres-experts fonciers et des sociétés de géomètres-topographes, classés sur le tableau par ordre alphabétique, avec l'indication de leur adresse professionnelle et de l'année de leur inscription au tableau.

II. - Le tableau comprend :

- 1° La section des personnes physiques dans laquelle sont énumérés les géomètres-experts fonciers et les géomètres-topographes exerçant à titre individuel, en tant que salariés, ou en tant qu'associés inscrits au tableau de l'ordre conformément aux articles LP. 3 à LP. 5 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée ;
- 2° La section des personnes morales dans laquelle sont énumérées les sociétés de géomètres-experts fonciers et les sociétés de géomètres-topographes prévues à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée.

III. - Le tableau comporte pour chaque personne physique inscrite :

- 1° Les nom et prénoms du géomètre-expert foncier ou du géomètre-topographe et la raison sociale du cabinet dans lequel il exerce ;
- 2° L'adresse du domicile professionnel ou du siège social ;
- 3° La date et le numéro d'inscription au tableau ;
- 4° La mention du diplôme prévu aux 1° et 2° de l'article LP. 3 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée ou de la date de la décision du conseil de l'ordre prise conformément aux dispositions transitoires prévues aux articles LP. 35 et LP. 36 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 visée en référence ;
- 5° Le mode d'exercice de la profession ;
- 6° Le cas échéant, l'adresse du bureau secondaire et des permanences dont elle assure la responsabilité.

IV. - La section du tableau réservée aux personnes morales comporte :

- 1° La forme et la raison sociale de la société et, le cas échéant, la dénomination du cabinet principal ;
- 2° L'adresse du siège social et du cabinet principal ;
- 3° Les noms et prénoms des géomètres associés avec indication de leurs fonctions dans la société ;
- 4° Le cas échéant, l'adresse des bureaux secondaires et permanences ainsi que le nom des géomètres-experts fonciers et des géomètres-topographes qui en assurent la responsabilité.

V. - Le tableau de l'ordre des géomètres-experts fonciers et des géomètres-topographes de la Polynésie française est tenu à la disposition du public au siège du conseil de l'ordre, dans les tribunaux, les études d'officiers ministériels et à la division du cadastre au sein de la direction des affaires foncières.

Il est également transmis au Président de la Polynésie française.

VI. - Le tableau est édité après chaque renouvellement du conseil de l'ordre et publié tous les deux ans aux frais de l'ordre dans un journal d'annonces légales et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— Les demandes d'inscription au tableau sont adressées au président du conseil de l'ordre et instruite dans les formes fixées par les articles 1er et 2 du présent arrêté et dans les conditions de l'article LP. 17 ou, à titre transitoire, de l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 visée en référence.

Par dérogation aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté et avec l'accord du président du conseil de l'ordre, tout ou partie du dossier de demande d'inscription pourra être adressé sous forme dématérialisée. Dans ce cas, le président en délivre récépissé.

Toute demande est enregistrée sous le numéro d'ordre du registre spécial ouvert à cet effet.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande ou du récépissé délivré par le président du conseil de l'ordre, celui-ci fait connaître au(x) demandeur(s) la liste des pièces manquantes ou incomplètes.

A défaut de réception des pièces sollicitées, dans un nouveau délai d'un mois à compter de la réception de la lettre du président du conseil de l'ordre, la demande est classée sans suite.

Si la demande est reçue complète, le président du conseil de l'ordre en accuse réception au(x) demandeur(s) dans le délai d'un mois à compter de sa réception.

Le conseil de l'ordre statue dans le délai de deux mois sur les demandes d'inscription au tableau de l'ordre. Le délai d'instruction court à compter de l'accusé de réception de la demande complète.

Aucun refus d'inscription ou de modification d'inscription ne peut être prononcé sans que le demandeur ait été invité, au moins quinze jours avant la date de la séance au cours de laquelle il sera statué sur son cas, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à présenter ses observations orales ou écrites lors de ladite séance.

En cas de refus d'inscription, la décision :

- 1° Précise les conditions non remplies, dans le cas d'une demande d'inscription d'une personne physique ;
- 2° Précise les articles des statuts de la société non conformes aux dispositions légales ou réglementaires, dans le cas d'une demande d'inscription d'une société ;
- 3° Indique la possibilité et les conditions d'appel.

La décision du conseil de l'ordre, tel que prévu au deuxième alinéa de l'article LP. 17 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée, est notifiée dans les quinze jours au(x) demandeur(s) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La décision du conseil de l'ordre est communiquée au commissaire de gouvernement ou à son suppléant.

Art. 5.— Le géomètre-expert foncier, personne physique dont la demande d'inscription au tableau est agréée, prête serment devant le conseil de l'ordre en prononçant la formule suivante :

“Je jure sur l'honneur d'exercer la profession de géomètre-expert foncier avec conscience et probité, de garder le secret professionnel, de manifester une attitude loyale et correcte vis-à-vis de mes confrères et de respecter les textes régissant la profession.”

Le géomètre-topographe, personne physique dont la demande d'inscription au tableau est agréée, prête serment devant le conseil de l'ordre en prononçant la formule suivante :

“Je jure sur l'honneur d'exercer la profession de géomètre-topographe avec conscience et probité, de garder le secret professionnel, de manifester une attitude loyale et correcte vis-à-vis de mes confrères et de respecter les textes régissant la profession.”

Art. 6.— Les géomètres-experts fonciers, les géomètres-topographes, les sociétés de géomètres-experts fonciers et les sociétés de géomètres-topographes reçoivent un numéro d'inscription à l'ordre délivré par le conseil de l'ordre.

Le numéro d'inscription est précédé d'un E pour les géomètres-experts fonciers, d'un T pour les géomètres-topographes et suivi d'un S pour les sociétés.

Art. 7.— Seules les personnes physiques inscrites au tableau de l'ordre qui remplissent les conditions de l'article LP. 3 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée portent le titre de géomètre-expert foncier.

Les personnes physiques inscrites au tableau de l'ordre qui remplissent les conditions des articles LP. 4 et LP. 36 de la loi du pays du 25 juin 2014 susvisée portent le titre de géomètre-topographe.

Art. 8.— L'inscription au tableau de l'ordre est modifiée en cas :

- 1° De déplacement d'un bureau principal hors de la commune où il est situé ;
- 2° De déplacement d'un siège social hors de la commune où il est situé ;
- 3° De prorogation d'une société, de modification des statuts ou de changement dans l'attribution des parts sociales ou des actions ;
- 4° De transformation du statut d'exercice d'un cabinet de géomètre-expert foncier ou d'un cabinet de géomètre-topographe.

Dans les quinze jours de l'acte qui procède à un tel changement, l'intéressé adresse les justifications utiles au président du conseil de l'ordre.

## Section II

### *Démission et cabinets vacants*

Art. 9.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe qui entend mettre définitivement fin à son activité doit présenter sa démission.

Art. 10.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe qui a notoirement et sans raison sérieuse cessé toute activité professionnelle peut être radié du tableau par une décision motivée du conseil de l'ordre, après mise en demeure de reprendre son activité restée sans effet à l'expiration d'un délai d'un mois.

La décision du conseil de l'ordre est communiquée au commissaire de gouvernement.

Art. 11.— Un cabinet de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe devient vacant par suite du décès, de l'empêchement, de la radiation ou de la démission de son titulaire.

Une société de géomètres-experts fonciers ou de géomètres-topographes devient vacante pour les mêmes motifs dès lors que le ou les géomètre(s)-expert(s) fonciers ou géomètre(s)-topographe(s) associé(s) restant en exercice ne détient(nent) plus la majorité prévue au 2° de l'article LP. 7 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

Le conseil de l'ordre constate la vacance et désigne un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe pour assumer la responsabilité du cabinet vacant.

La durée de la vacance ne peut dépasser un an. Ce délai peut être prorogé sur autorisation du conseil de l'ordre.

Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe désigné est rémunéré par le cabinet vacant, soit en accord avec les ayants droit, soit à défaut, selon l'arbitrage du président du conseil de l'ordre.

Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe désigné surveille effectivement l'exécution de tous les actes professionnels, signe tous les plans et documents émis par le cabinet vacant (sauf en ce qui concerne les expertises judiciaires en cours). A ce titre, il engage sa responsabilité personnelle au sens de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2014-16 susvisée. La compagnie d'assurance qui assure le cabinet est avisée de la nouvelle situation.

## CHAPITRE II

### *DE L'HONORARIAT*

Art. 12.— Le titre de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe honoraire peut être conféré par le conseil de l'ordre aux géomètres-experts fonciers ou aux géomètres-topographes qui ont exercé la profession pendant vingt ans au moins et qui ont donné leur démission.

De même, ce titre de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe honoraire peut être conféré par le conseil de l'ordre aux géomètres régulièrement agréés par le Président de la Polynésie française pour l'établissement de

documents d'arpentage mais qui n'ont pas demandé leur inscription au tableau de l'ordre en vertu des dispositions de l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée. Ces derniers porteront le titre de géomètre-topographe honoraires ou, s'ils justifient satisfaire aux conditions de diplômes définies à l'article LP. 3, 1° et 2° de ladite loi du pays, titre de géomètre-expert foncier honoraire.

Lorsque la participation d'un géomètre-expert foncier ou d'un géomètre-topographe à une commission administrative ou à un jury de concours ou d'examen est prévue, l'autorité chargée de la désignation peut porter son choix sur un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe honoraire.

## TITRE II

### EXERCICE DE LA PROFESSION

#### CHAPITRE Ier

##### DU CABINET, DES LIEUX D'INSTALLATION ET DES FORMES D'EXERCICE

Art. 13.— Un cabinet de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe se compose d'un bureau principal et, le cas échéant, de bureaux secondaires et de permanences.

Le bureau principal, les bureaux secondaires et les permanences sont placés sous la responsabilité d'au moins un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe qui y assure la présence effective et régulière nécessaire au respect du principe d'intervention personnelle.

Art. 14.— Le bureau principal est installé en Polynésie française à l'adresse ou au siège social de la société indiqué au tableau de l'ordre.

Le bureau secondaire peut être situé dans n'importe quelle île de Polynésie française.

Ces bureaux doivent être installés dans des locaux adaptés à l'exercice de la profession de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe et dotés du personnel et des équipements nécessaires audit exercice.

Art. 15.— La permanence est installée dans un local affecté exclusivement à la réception de la clientèle par un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe.

Elle doit être ouverte pendant au moins une journée par semestre, en présence effective ou par des moyens de visioconférence ou de télécommunication avec le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe.

Art. 16.— La création des bureaux secondaires et des permanences n'est possible qu'après déclaration au conseil de l'ordre.

La déclaration d'ouverture est envoyée au président du conseil de l'ordre. La demande est faite sur un formulaire délivré par l'ordre.

Les bureaux secondaires et les permanences sont mentionnés au tableau de l'ordre.

Le déplacement d'un bureau principal, d'un bureau secondaire ou d'une permanence fait l'objet d'une information préalable du conseil de l'ordre.

Art. 17.— Les bureaux secondaires et les permanences relèvent du contrôle et de la surveillance du conseil de l'ordre.

## CHAPITRE II

### LE GEOMETRE-EXPERT FONCIER OU LE GEOMETRE-TOPOGRAPHE SALARIE

Art. 18.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe exerçant sa profession en qualité de salarié, conformément aux dispositions de l'article LP. 8 de la loi du pays n° 2014-16 visée en référence, est tenu aux obligations suivantes :

- 1° Une copie du contrat de travail doit être communiquée au conseil de l'ordre en complément de la liste des pièces énumérées à l'article 1er du présent arrêté ;
- 2° Le géomètre-expert foncier salarié ou le géomètre-topographe salarié ne peut avoir de clientèle personnelle ;
- 3° Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées, il bénéficie de l'indépendance que comporte son serment et n'est soumis à un lien de subordination à l'égard de son employeur que pour la détermination de ses conditions de travail.  
Nonobstant toute clause du contrat de travail, le géomètre-expert foncier salarié ou le géomètre-topographe salarié peut refuser à son employeur d'accomplir un acte ou une mission lui apparaissant contraire aux obligations déontologiques, notamment en matière d'indépendance et de conflit d'intérêt ;
- 4° L'employeur du géomètre-expert foncier salarié ou du géomètre-topographe salarié doit libérer ce dernier pour lui permettre d'accomplir la formation continue obligatoire définie par les textes régissant la profession. Il est tenu de maintenir la rémunération du géomètre-expert foncier salarié ou du géomètre-topographe salarié pendant la durée de la formation et d'en couvrir les frais. En cas de rupture de contrat, il ne pourra pas être demandé au géomètre-expert foncier salarié ou au géomètre-topographe salarié le remboursement des sommes engagées pour lesdites formations ;
- 5° Les conséquences pécuniaires des obligations ordinales incombant au géomètre-expert foncier salarié ou au géomètre-topographe salarié devront être prises en charge par l'employeur (assurance, cotisation, formation) ;
- 6° A la rupture du contrat de travail, le conseil de l'ordre devra en être tenu informé tant par l'employeur que par le géomètre-expert foncier salarié ou le géomètre-topographe salarié ;
- 7° En cas de litige, le conseil de l'ordre devra tenter une conciliation dans les domaines qui le concernent, conformément aux dispositions de l'article LP. 22 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

## CHAPITRE III

### DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

Art. 19.— Les géomètres-experts fonciers et les sociétés de géomètres-experts fonciers ainsi que les géomètres-topographes et les sociétés de géomètres-topographes doivent justifier être couverts par un contrat d'assurance les garantissant contre les conséquences pécuniaires de leur

responsabilité civile professionnelle, par la production d'une attestation émise par la compagnie d'assurance.

La responsabilité professionnelle du géomètre-expert foncier ou du géomètre-topographe associé exerçant la profession dans une société de géomètres-experts fonciers ou de géomètres-topographes est garantie par l'assurance de cette société.

La responsabilité professionnelle du géomètre-expert foncier salarié ou géomètre-topographe salarié est garantie par l'assurance souscrite par son employeur.

Art. 20.— Le contrat d'assurance doit être souscrit par la ou les personnes inscrites au tableau de l'ordre conformément aux articles LP. 3 à LP. 6 de la loi du pays susvisée auprès d'une compagnie d'assurance agréée en Polynésie française ou auprès d'un agent habilité en Polynésie française.

Art. 21.— Le contrat d'assurance de responsabilité civile professionnelle souscrit par les géomètres-experts fonciers et les géomètres-topographes inscrits au tableau de l'ordre ne dispense pas ceux-ci de la souscription d'autres assurances obligatoires garantissant la responsabilité qui peut leur incomber en vertu, notamment, des articles 1792 et suivants et 2270 du code civil en tant qu'ils s'appliquent à la Polynésie française.

Art. 22.— Conformément aux dispositions de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée et des articles 19 et 20 ci-dessus, la ou les personnes inscrites au tableau de l'ordre doivent justifier annuellement au conseil de l'ordre de la souscription au contrat d'assurance par la production d'une attestation qui comporte les mentions suivantes :

- 1° La référence aux dispositions législatives et réglementaires ;
- 2° La raison sociale de l'entreprise d'assurance ;
- 3° La période de validité du contrat ;
- 4° Le nom et l'adresse du souscripteur ;
- 5° L'étendue et le montant des garanties.

Cette attestation d'assurance doit être transmise au président du conseil de l'ordre dans un délai d'un mois à compter de la date de renouvellement. La non-transmission de cette attestation dans les délais est un motif de suspension du tableau de l'ordre.

Le conseil de l'ordre veille à ce que les garanties souscrites respectent les objectifs résultant du B de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

#### CHAPITRE IV DE LA CONCILIATION DES CONFLITS D'ORDRE PROFESSIONNEL

Art. 23.— Lorsqu'il y a lieu de demander une conciliation en application du 4° II de l'article LP. 22 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée, une telle demande est adressée au président du conseil de l'ordre par le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe inscrit au tableau qui en prend l'initiative.

Le conseil de l'ordre doit rechercher par tout moyen la conciliation des contestations ou conflits d'ordre professionnel. Il accomplit toute diligence à cette fin.

Le président du conseil de l'ordre, à l'issue de la procédure de conciliation, dresse, selon les cas, un procès-verbal de conciliation ou de non-conciliation signé par les intéressés.

#### TITRE III CODE DES DEVOIRS PROFESSIONNELS

Art. 24.— Les dispositions du présent titre sont applicables aux géomètres-experts fonciers, aux géomètres-topographes, aux sociétés de géomètres-experts fonciers et aux sociétés de géomètres-topographes.

#### CHAPITRE Ier RÈGLES PERSONNELLES

Art. 25.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe est tenu en toutes circonstances de respecter les règles de l'honneur, de la probité et de l'éthique professionnelle. Il doit agir avec conscience professionnelle et selon les règles de l'art.

Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe doit se prononcer en toute impartialité.

Il s'interdit tout acte ou fait de nature à favoriser directement ou indirectement l'exercice illégal de la profession.

Art. 26.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe est tenu de sauvegarder son indépendance en toutes circonstances.

Il doit refuser toute mission dans laquelle il serait juge et partie et toute mission en relation avec ses intérêts personnels.

Art. 27.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe doit entretenir et perfectionner ses connaissances professionnelles.

Il doit contribuer à la formation des stagiaires, notamment en les accueillant au sein de son cabinet.

Afin d'entretenir et de perfectionner la compétence que requièrent ses interventions, chaque membre de l'ordre doit consacrer du temps à sa formation personnelle conformément à un calendrier de formation obligatoire établi chaque année par le conseil de l'ordre, hors le temps consacré à l'indispensable suivi de la documentation professionnelle.

Chaque année, le conseil de l'ordre établira un calendrier de formation obligatoire.

Par ailleurs, il publiera régulièrement une note d'orientation de caractère informatif à l'intention des membres de l'ordre.

En dehors des formations rendues obligatoires en fonction de leur objet par le conseil de l'ordre, chaque membre de l'ordre détermine librement son programme de formation en accord avec l'activité professionnelle du géomètre-expert foncier et du géomètre-topographe.

Art. 28.— Au titre de sa mission de surveillance de l'activité de ses membres et de l'exercice de la profession, le conseil de l'ordre exerce un contrôle annuel du respect de l'obligation de formation continue. Le conseil de l'ordre adresse avant le 1er mars de chaque année un formulaire pré-rempli de déclaration des formations suivies. Celui-ci devra être retourné au conseil de l'ordre accompagné des justificatifs nécessaires pour ceux qui ne figurent pas sur le formulaire. En cas de manquement aux obligations relatives à la formation continue ou d'absence de retour du formulaire, le conseil de l'ordre convoque le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe en séance administrative pour l'entendre en ses explications.

Art. 29.— Tout manquement à l'obligation de formation continue constaté par le conseil de l'ordre peut faire l'objet de mesures disciplinaires conformément aux dispositions prévues à l'article LP. 18 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

## CHAPITRE II

### DEVOIRS ENVERS LES CLIENTS

Art. 30.— Conformément à l'article LP. 10 de la loi du pays susvisée, le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe est tenu de disposer d'un local, siège de son activité, où est apposée en évidence, ainsi que dans tous les lieux où est reçue la clientèle et notamment dans le bureau principal et le cas échéant dans les bureaux secondaires et les permanences, une affiche indiquant le tarif des prestations de service offertes par celui-ci conformément à la réglementation en vigueur en Polynésie française relative à l'information et à la protection du consommateur.

Art. 31.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe fixe les limites des biens fonciers à partir d'études, de travaux topographiques établis par lui-même ou par un membre de l'ordre ainsi que de tout autre document ou information dont il pourrait avoir connaissance après s'être assuré de leur qualité et de leur validité.

Il signe les plans et documents qu'il remet et qui doivent en outre porter son cachet et, le cas échéant, la raison sociale de la société de géomètres-experts fonciers ou de géomètres-topographes.

Art. 32.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe doit s'attacher à la satisfaction du client mais doit refuser toute mission non compatible avec les règles édictées par le présent titre.

Il conseille le client dans le choix du travail qui correspond le mieux aux besoins de celui-ci.

Préalablement à tout commencement d'exécution, il convient par écrit avec le client de la consistance de la mission et du montant des honoraires y afférents. Il avertit

celui qui le commet chaque fois que des modifications à la mission sont susceptibles d'entraîner une augmentation sensible de la dépense.

Art. 33.— Préalablement à la conclusion de tout contrat de prestation de services, le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe est tenu de porter à la connaissance du client la raison sociale et l'adresse de la compagnie d'assurance, les références et la période de validité du contrat, l'étendue et le montant des garanties.

Art. 34.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe ne peut prendre ni donner en sous-traitance les travaux mentionnés au I de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

La cotraitance n'est admise pour ces travaux qu'entre membres de l'ordre.

## CHAPITRE III

### DEVOIRS ENVERS LES CONFRERES

Art. 35.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe doit s'abstenir de tous propos, actes ou comportements tendant à discréditer un confrère ou portant atteinte à l'honorabilité ou à la réputation de la profession.

Art. 36.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe doit communiquer au confrère qui lui en fait la demande copie des documents topographiques en sa possession fixant les limites des biens fonciers énumérés dans la demande.

Il ne peut réclamer au demandeur que le remboursement des frais entraînés par la recherche de documents, ainsi que l'établissement et l'envoi de cette copie.

Art. 37.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe ne peut avoir recours à la publicité personnelle, individuelle ou collective ou au démarchage, que pour procurer au public une information portant exclusivement sur son activité professionnelle de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe.

Il met en œuvre sa publicité personnelle avec modération et correction. Il doit s'abstenir d'utiliser des formes et moyens de publicité qui seraient de nature à déconsidérer la profession.

La publicité est communiquée par le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe au conseil de l'ordre.

Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe autorisé à exercer une activité de gestion ou d'entremise immobilière peut, dans le respect des dispositions du présent article, faire de la publicité sur cette activité.

Art. 38.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe qui ouvre un site internet doit en informer le conseil de l'ordre.

Le nom de domaine doit comporter le nom du géomètre-expert foncier ou du géomètre-topographe ou la dénomination de la société en totalité ou en abrégé, qui peut être suivi du mot "géomètre".

L'utilisation de noms de domaine évoquant de façon générique le titre de géomètre ou un titre pouvant prêter à confusion ou une activité relevant de celle de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe est interdite.

Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe participant à un blog ou à un réseau social en ligne doit respecter les mêmes conditions.

Le site internet ne peut comporter de lien hypertexte permettant d'accéder directement ou indirectement à des sites ou à des pages de sites dont le contenu serait contraire aux principes essentiels de la profession.

Art. 39.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe doit, dans toute communication, veiller au respect des principes essentiels de la profession.

L'information professionnelle doit faire état de sa qualité et permettre, quel qu'en soit le support, de l'identifier, de le localiser, de le joindre, de connaître l'ordre auquel il est inscrit, et la structure d'exercice. Tout document destiné à la correspondance postale ou électronique doit satisfaire aux dispositions communes à toute communication.

Les dispositions relatives à la correspondance et à la publicité s'appliquent à la plaque professionnelle située à l'entrée de l'immeuble où est exercée l'activité du cabinet et aux cartes de visite.

#### CHAPITRE IV RELATIONS AVEC L'ORDRE

Art. 40.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe conserve et tient à jour les documents et archives relatifs aux travaux exécutés en application de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

En cas de cessation d'activité, il les confie à un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe en activité. A défaut, il doit les remettre gratuitement au conseil de l'ordre, qui ne peut refuser de les prendre en dépôt. Le conseil de l'ordre en assure la conservation jusqu'à leur remise à un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe en activité.

Art. 41.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe enregistre dans une base de données tenue par le conseil de l'ordre, ou par une société ou un groupement auquel celui-ci délègue la mission sous son contrôle, les références et documents liés aux travaux exécutés en application de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

Le conseil de l'ordre en fixe les modalités de création, d'accès et d'enregistrement. Il détermine également les conditions d'exploitation de cette base de données et son contenu.

#### TITRE IV ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE L'ORDRE

##### CHAPITRE Ier DU CONSEIL DE L'ORDRE

##### Section III Les élections au conseil de l'ordre

Art. 42.— Le conseil de l'ordre est composé de quatre à sept membres dans les conditions prévues à l'article LP. 23 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

Art. 43.— Les membres du conseil de l'ordre sont élus pour quatre ans dans les conditions prévues aux articles LP. 24 et LP. 25 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

Art. 44.— Sont électeurs les géomètres-experts fonciers et les géomètres-topographes inscrits au tableau de l'ordre.

Art. 45.— Seuls les géomètres-experts fonciers et les géomètres-topographes, inscrits au tableau de l'ordre et à jour de leurs cotisations, peuvent, sous réserve des situations mentionnées à l'article LP. 18 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée, faire acte de candidature.

Les candidatures sont individuelles. Elles peuvent être regroupées par listes.

Les candidatures sont adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remises contre récépissé au président du conseil de l'ordre. Les déclarations de candidatures sont recevables jusqu'à l'ouverture du scrutin.

Art. 46.— I. - Les géomètres-experts fonciers et les géomètres-topographes électeurs sont convoqués individuellement en assemblée générale par le président du conseil de l'ordre. La date de l'assemblée générale est fixée par le conseil de l'ordre en accord avec le commissaire de gouvernement, dans les conditions prévues à l'article LP. 24 de la loi du pays n° 2014-16 susvisée.

II. - L'assemblée générale procède, sous la présidence du commissaire de gouvernement ou de son suppléant, à l'élection de chaque membre du conseil de l'ordre au scrutin secret majoritaire à trois tours. Seuls les électeurs présents prennent part au vote.

Tout bulletin comportant plus de noms que de postes à pourvoir est déclaré nul.

Art. 47.— L'ouverture du scrutin est annoncée et la clôture prononcée par le commissaire de gouvernement conformément aux indications portées sur les convocations.

A l'ouverture du scrutin, le commissaire de gouvernement fait constater que l'urne est vide.

Art. 48.— Le dépouillement est réalisé par deux scrutateurs, désignés par le commissaire de gouvernement ou son suppléant, choisis parmi les géomètres-experts fonciers et les géomètres-topographes présents, hors les candidats aux postes à pourvoir.



Les candidats à un poste au conseil de l'ordre et non présents à l'assemblée générale peuvent être élus. Nul n'est élu au premier ou au deuxième tour de scrutin s'il n'a réuni la majorité absolue des suffrages exprimés. Au troisième tour de scrutin, est élu celui qui a recueilli le plus de suffrages. En cas de partage égal des voix, à ce troisième tour, le candidat qui a le numéro d'inscription à l'ordre le plus bas est proclamé élu.

Art. 49.— Les bulletins de vote blancs ou illisibles ou ceux dans lesquels les votants se sont fait connaître, ceux qui portent un signe de reconnaissance ou une mention injurieuse pour les candidats ou pour des tiers, n'entrent pas en compte dans le résultat des suffrages exprimés.

Le commissaire de gouvernement ainsi que les deux scrutateurs statuent sur la validité des bulletins. Ceux dont la validité est contestée ou refusée sont annexés au procès-verbal.

Art. 50.— Les scrutateurs pointent le nombre de voix obtenues par chacun des candidats.

Le commissaire de gouvernement :

- 1° Juge provisoirement les difficultés qui s'élèvent sur les opérations ;
- 2° Proclame les résultats de l'élection ;
- 3° Etablit un procès-verbal de la séance contresigné par les scrutateurs.

Art. 51.— Un procès-verbal de l'élection est rédigé, immédiatement après la fin du dépouillement, et signé par le commissaire de gouvernement et les scrutateurs. Il indique l'heure d'ouverture de la séance et l'heure de clôture, le décompte des voix obtenues par chaque candidat et le résultat des élections. Il mentionne les réclamations éventuelles ainsi que les décisions motivées prises par le commissaire de gouvernement ainsi que les deux scrutateurs sur les incidents qui ont pu se produire au cours des opérations de vote. Les bulletins de vote déclarés nuls ou contestés y sont annexés. Il fait mention également des personnes qui ont participé au vote sans remplir les conditions d'électorat.

Dès l'établissement de ce procès-verbal, le résultat du vote est proclamé par le commissaire de gouvernement.

Art. 52.— Une copie du procès-verbal, revêtu de la signature du commissaire de gouvernement et des scrutateurs, est immédiatement adressée au Président de la Polynésie française et au ministre chargé des affaires foncières pour information.

Art. 53.— Les résultats des élections peuvent être contestés devant la juridiction compétente dans un délai de huit jours à compter de l'annonce des résultats.

Art. 54.— Le mandat des membres du conseil de l'ordre commence à la date d'expiration des fonctions des membres qu'ils remplacent.

Le mandat des membres élus pour pourvoir aux vacances constatées expire à la même date que le mandat des membres qu'ils remplacent.

Il n'y a pas lieu à élection partielle si la prochaine élection doit intervenir dans un délai de trois mois après la survéance de la vacance.

Art. 55.— Dans sa composition résultant du renouvellement des membres du conseil de l'ordre et à l'issue de l'assemblée générale qui y a procédé, le conseil élit successivement en son sein, sous la présidence du commissaire de gouvernement ou de son suppléant, le président, le vice-président, le trésorier et le secrétaire.

Le conseil de l'ordre élit en son sein, à l'exception du président, une ou deux personnes exerçant les fonctions de chargé de la déontologie.

L'élection a lieu au scrutin secret et en présence des deux tiers au moins des membres du conseil de l'ordre.

Seuls les présents prennent part au vote.

Nul n'est élu au premier ou au deuxième tour de scrutin s'il n'a réuni la majorité absolue des membres du conseil de l'ordre. Au troisième tour de scrutin, est élu celui qui a recueilli le plus de suffrages. En cas de partage égal des voix à ce troisième tour, celui qui a le numéro d'inscription à l'ordre le plus bas est proclamé élu.

Art. 56.— Le mandat de deux ans des président, vice-président, trésorier et secrétaire du conseil de l'ordre commence à la date d'expiration des fonctions des membres qu'ils remplacent.

Toutefois, lorsque, pour quelque cause que ce soit, le président du conseil de l'ordre cesse ses fonctions avant le terme normal de son mandat, le vice-président lui succède pour la période restant à courir jusqu'à ce terme.

Lorsque, pour quelque cause que ce soit, le vice-président, le trésorier ou le secrétaire cesse ses fonctions avant le terme normal de son mandat, il est procédé à l'élection de son remplaçant, selon les modalités prévues à l'article 55 ci-dessus, pour la durée restant à courir jusqu'à ce terme, le cas échéant, après que le conseil de l'ordre aura été complété dans les conditions prévues à l'article 54 ci-dessus.

#### Section IV

##### *Fonctionnement en matière administrative de l'ordre*

Art. 57.— Le conseil de l'ordre se réunit sur la convocation de son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du tiers de ses membres ou du commissaire du gouvernement.

Il ne délibère valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents. A défaut, le conseil de l'ordre est convoqué de nouveau sur le même ordre du jour sans condition de quorum.



Le conseil de l'ordre se prononce à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal, la voix du président est prépondérante.

Si l'un des membres du conseil de l'ordre le demande, le vote a lieu à bulletins secrets. En cas de partage égal des voix, le président fait connaître le sens de son vote.

Tout membre du conseil de l'ordre, qui sans motif grave, agréé par ce conseil, néglige d'assister à deux réunions consécutives est déclaré démissionnaire.

Art. 58. — Le conseil de l'ordre établit le budget nécessaire à son fonctionnement.

Ses ressources sont constituées notamment par la cotisation annuelle prévue à l'article LP. 22 II. - 5° de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée.

La cotisation annuelle est due par tous les membres inscrits au tableau de l'ordre en activité au 1er janvier. Le membre qui cesse son activité doit être à jour de ses cotisations.

Le trésorier met en recouvrement les cotisations. Le trésorier porte à la connaissance de tous les membres un avis qui précise que les cotisations sont calculées par année civile et sont exigibles en mai. Toute cotisation non réglée au 31 mai peut être majorée de 10 %. Les frais de recouvrement sont à la charge du géomètre-expert foncier ou du géomètre-topographe défaillant.

A partir du 1er juillet, le conseil de l'ordre, sur proposition du trésorier, entreprend toutes démarches auprès des membres qui n'ont pas versé leurs cotisations, afin d'en assurer le recouvrement. L'échec de ces démarches entraîne le recours à la juridiction compétente.

Le trésorier tient une comptabilité des recettes et dépenses par année.

En fin d'exercice, le trésorier établit un compte de gestion de l'année écoulée. Ce compte est soumis à l'assemblée générale.

Art. 59. — Les membres inscrits au tableau de l'ordre sont convoqués individuellement aux assemblées générales, au moins quinze jours à l'avance, à l'exception des sociétés de géomètres-experts fonciers ou de géomètres-topographes en tant que telles. Cette convocation porte, en cas d'élection au conseil de l'ordre, appel de candidature.

Art. 60. — Le secrétaire assure le secrétariat du conseil de l'ordre, et notamment l'établissement et la conservation du registre des délibérations du conseil de l'ordre. Ce registre doit être coté par le président et le commissaire de gouvernement ou son suppléant.

Chaque procès-verbal de séance du conseil de l'ordre doit être signé par le président et le commissaire de gouvernement ou son suppléant.

## TITRE V

### *SURVEILLANCE, CONTROLE ET DISCIPLINE*

Art. 61. — Les délais prévus au présent titre sont calculés et augmentés conformément aux dispositions des articles 24 et suivants du code de procédure civile de la Polynésie française.

#### CHAPITRE Ier

##### *DE LA SURVEILLANCE ET DU CONTROLE*

Art. 62. — La surveillance exercée par le conseil de l'ordre au titre de l'article LP. 22 I. de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée s'étend à l'ensemble de l'activité professionnelle des géomètres-experts fonciers ou des géomètres-topographes et sociétés de géomètres-experts fonciers ou sociétés de géomètres-topographes.

Elle vise à contrôler le respect des règles applicables à la profession et notamment en matière d'application des règles de l'art, de respect de la déontologie, d'organisation, de fonctionnement, de comptabilité et d'assurance du cabinet.

Le conseil de l'ordre prodigue aux géomètres-experts fonciers et aux géomètres-topographes tous conseils et recommandations leur permettant de se perfectionner et d'améliorer la qualité du service rendu à la clientèle.

Art. 63. — Pour exercer la surveillance qui lui incombe, le conseil de l'ordre réclame aux géomètres-experts fonciers et aux géomètres-topographes tous les documents qui lui sont nécessaires et notamment les déclarations fiscales et sociales.

Le conseil de l'ordre peut désigner un commissaire instructeur pour effectuer un contrôle au siège du cabinet si les éléments fournis ne lui donnent pas satisfaction.

Tout refus de fournir les justifications est considéré comme une faute et sanctionné comme telle.

Art. 64. — Chaque année, le conseil de l'ordre désigne, de façon à assurer un contrôle périodique des différents cabinets et le cas échéant à la demande du commissaire de gouvernement, les cabinets devant être contrôlés. Pour chaque cabinet, il nomme deux contrôleurs, dont l'un doit être membre du conseil de l'ordre.

Art. 65. — I. - Les contrôleurs sont nommés par le conseil de l'ordre. Ils sont choisis sur la liste des géomètres-experts fonciers et des géomètres-topographes inscrits au tableau de l'ordre.

II. - Les géomètres-experts fonciers et les géomètres-topographes nommés doivent pouvoir agir en toute impartialité. Ils doivent donc se récuser si des liens familiaux ou d'intérêt commun peuvent entraver leur libre jugement.

Une action disciplinaire engagée à l'égard d'un contrôleur n'est pas de nature à invalider sa nomination de contrôleur, sauf si cette action met en cause de façon directe ou indirecte le (ou les) géomètre(s)-expert(s) foncier(s) ou le (ou les) géomètre(s)-topographes(s) du cabinet contrôlé.

III. - Les contrôleurs ont tous pouvoirs pour se faire assister par d'autres professionnels spécialisés dans des domaines spécifiques, et notamment par des avocats, des experts-comptables. Ces "assistants" n'ont aucun pouvoir de contrôle et ne peuvent analyser que les pièces qui leur sont communiquées par l'un des contrôleurs.

Leur mission doit au préalable avoir été communiquée, pour accord, au président du conseil de l'ordre, qui en fait part au suppléant du commissaire de gouvernement.

IV. - Pour l'exécution de leur mission, les frais engagés sont remboursés aux contrôleurs par le conseil de l'ordre.

Art. 66. — Le géomètre-expert foncier, le géomètre-topographe, la société de géomètres-experts fonciers ou la société de géomètres-topographes sont prévenus au moins un mois à l'avance qu'une mesure de surveillance et de contrôle sera lancée à leur égard.

Ils peuvent demander une fois le report de la date choisie.

Art. 67. — Les contrôleurs ont tous pouvoirs d'information. Ils ont notamment accès à l'ensemble des pièces administratives, techniques et comptables du cabinet contrôlé.

Art. 68. — Les contrôleurs remettent un rapport écrit au président du conseil de l'ordre.

Ils sont tenus d'y signaler tout fait dont ils ont pu avoir connaissance et susceptible de relever de la compétence consultative obligatoire de l'ordre.

Le rapport est communiqué aux membres du conseil de l'ordre, au commissaire du gouvernement et à l'intéressé.

Art. 69. — Le conseil de l'ordre rend compte annuellement au Président de la Polynésie française des contrôles effectués au cours de l'année antérieure.

## CHAPITRE II DE LA DISCIPLINE

Art. 70. — Lorsqu'un membre du conseil de l'ordre est mis en cause ou a un intérêt personnel à l'affaire, le conseil de l'ordre saisit le Président de la Polynésie française qui transmet sans délai la demande au chef du service en charge des affaires foncières qui fait procéder à une enquête administrative.

Les résultats de l'enquête sont portés à la connaissance du Président de la Polynésie française qui prononce le renvoi devant une commission administrative *ad hoc*, siégeant en conseil de discipline. Le conseil de discipline procède à toute mesure d'information contradictoire qu'elle juge utile. Elle entend notamment le membre du conseil de l'ordre concerné. Lequel doit être convoqué par le président du conseil de discipline quinze jours au moins avant la date de la réunion dudit conseil par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La convocation informe l'intéressé des faits qui lui sont reprochés et est accompagnée du rapport. L'intéressé

peut présenter ses observations par écrit ou lors de son audition. Il a le droit de consulter son dossier administratif. Il peut se faire assister d'un conseil ou d'un géomètre-expert foncier ou d'un géomètre-topographe ou des deux.

Le conseil de discipline décide alors soit de classer l'affaire, soit de proposer une sanction disciplinaire.

L'avis motivé du conseil de discipline est transmis sans délai au Président de la Polynésie française.

Le conseil de discipline est composé du directeur de la modernisation et des réformes de l'administration, du ministre chargé des affaires foncières, du président du conseil de l'ordre des géomètres-experts fonciers et des géomètres-topographes, du secrétaire général du gouvernement ou de leurs représentants.

Les sanctions prononcées par le Président de la Polynésie française peuvent être déferées à la juridiction compétente par le membre du conseil de l'ordre intéressé.

Art. 71. — En cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil de l'ordre, le vice-président lui est substitué. En cas d'absence ou d'empêchement du vice-président du conseil de l'ordre, le secrétaire ou le trésorier lui est substitué.

Art. 72. — Le chargé de la déontologie, soit de sa propre initiative, soit à la demande du commissaire de gouvernement ou de son suppléant ou sur la plainte de toute personne intéressée, fait procéder à une enquête par un membre de l'ordre désigné à cet effet.

Copie de toute plainte mettant en cause un membre du conseil de l'ordre est immédiatement transmise au commissaire de gouvernement.

Les résultats de l'enquête sont portés à la connaissance du conseil de l'ordre et du commissaire de gouvernement, ou de son suppléant, par le chargé de la déontologie.

La comparution devant le conseil de l'ordre siégeant en formation disciplinaire est obligatoire si elle est demandée par le chargé de la déontologie ou le commissaire de gouvernement ou son suppléant.

Dans les autres cas, le chargé de la déontologie saisit le conseil de l'ordre de l'affaire. Le conseil de l'ordre décide alors soit de classer l'affaire, soit de prononcer le renvoi devant la formation disciplinaire. Le plaignant, le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe poursuivi et le commissaire de gouvernement en sont avisés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 73. — Le conseil de l'ordre siégeant en formation disciplinaire est composé des membres élus en exercice dudit conseil. Il est présidé par le président du conseil de l'ordre.

Art. 74. — Le conseil de l'ordre siégeant en formation disciplinaire est chargé d'émettre un avis motivé sur les suites qui lui paraissent devoir être réservées à la procédure

disciplinaire engagée et de procéder à toute mesure d'information qu'elle juge utile.

Art. 75.— Le conseil de l'ordre siégeant en formation disciplinaire est saisi soit par le renvoi prononcé par le conseil de l'ordre, soit directement par le commissaire de gouvernement ou son suppléant. Le conseil de l'ordre peut aussi se saisir d'office.

Art. 76.— Le conseil de l'ordre siégeant en formation disciplinaire désigne en son sein un ou plusieurs rapporteur(s) pour procéder à l'instruction contradictoire de l'affaire.

Le ou les rapporteur(s) a ou ont qualité pour procéder à l'audition du géomètre-expert foncier ou du géomètre-topographe et, d'une façon générale, recueillir tous témoignages et procéder ou faire procéder à toutes constatations nécessaires à la manifestation de la vérité.

Lorsqu'il(s) a ou ont achevé l'instruction, le ou les rapporteur(s) transmet(tent) le dossier, accompagné de son rapport, qui constitue un exposé objectif des faits au président du conseil de l'ordre.

Toutes les pièces du dossier disciplinaire doivent être cotées et paraphées par le ou les rapporteur(s).

Art. 77.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe mis en cause est convoqué à une réunion, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un mois au moins avant la date fixée pour celle-ci.

L'auteur de la saisine est convoqué dans les mêmes formes et délais ainsi que, le cas échéant, les témoins. La convocation précise les faits qui la motivent. Elle comporte la reproduction de l'article 78 ci-dessous.

Art. 78.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe poursuivi ou le défenseur de son choix peuvent prendre connaissance du dossier disciplinaire remis au président du conseil de l'ordre sans déplacement des pièces.

Ils peuvent prendre copie du dossier à leurs frais.

Art. 79.— L'auteur de la plainte peut, dans les conditions fixées à l'article 78 ci-dessus, prendre connaissance du dossier disciplinaire.

Art. 80.— Le conseil de l'ordre siégeant en formation disciplinaire ne peut statuer que si la majorité des membres qui le constituent assiste à la séance.

Art. 81.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe poursuivi comparaît en personne en réunion publique.

Il peut se faire assister par un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe inscrit à l'ordre ou un avocat ou par l'un et l'autre. Un membre du conseil de l'ordre ne peut être choisi à cet effet.

Si l'intéressé, régulièrement convoqué, ne se présente pas, le conseil de l'ordre siégeant en formation disciplinaire apprécie s'il doit ou non passer outre.

Art. 82.— Le président du conseil de l'ordre préside l'audience qui est publique et dirige les débats. Il peut, d'office ou à la demande d'une des parties, interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de cette audience dans l'intérêt de l'ordre public ou lorsque le respect de la vie privée le justifie.

Le président donne tout d'abord la parole au rapporteur pour la lecture de son rapport.

Il procède ensuite à l'interrogatoire de l'intéressé et à l'audition des témoins.

Il donne la parole aux plaignants et à la personne qui a engagé l'action disciplinaire.

L'intéressé et son défenseur parlent les derniers.

Après avoir entendu les parties et hors leur présence, le conseil de l'ordre en formation disciplinaire délibère. Il peut ordonner un complément d'enquête. Dans ce dernier cas, l'affaire est renvoyée à une audience ultérieure dont la date est communiquée aux parties.

Art. 83.— Les sanctions disciplinaires envisagées doivent être motivées et mentionner les noms des membres présents.

Elles sont inscrites par le président du conseil de l'ordre sur un registre spécial coté.

Art. 84.— Les expéditions des décisions disciplinaires envisagées sont datées et signées par le président du conseil de l'ordre. Chaque décision est transmise par lettre recommandée avec avis de réception :

- 1° Au géomètre-expert foncier ou géomètre-topographe poursuivi ou à la société de géomètres-experts fonciers ou la société de géomètres-topographes poursuivie ;
- 2° Au plaignant ;
- 3° Au commissaire de gouvernement et à son suppléant ;
- 4° Au Président de la Polynésie française.

Art. 85.— Le Président de la Polynésie française prononce à l'égard de l'intéressé l'une ou l'autre des sanctions prévues à l'article LP. 18 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée dans le délai de quatre mois suivant la notification des faits qui lui sont reprochés.

Les sanctions prononcées par le Président de la Polynésie française doivent être motivées et notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception :

- 1° Au géomètre-expert foncier ou géomètre-topographe poursuivi ou à la société de géomètres-experts fonciers ou la société de géomètres-topographes poursuivie ;
- 2° Au plaignant ;
- 3° Au commissaire de gouvernement et à son suppléant.

Les sanctions prononcées par le Président de la Polynésie française peuvent être déferées à la juridiction compétente par l'intéressé.

Art. 86.— Les sanctions de suspension ou de radiation sont communiquées pour information au président du conseil de l'ordre national des géomètres-experts de France.

### CHAPITRE III

#### DE L'EXECUTION DES SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Art. 87.— La suspension ou la radiation emporte, pendant la durée de la sanction dans le premier cas, à titre définitif dans le second cas, interdiction d'exercer la profession de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe.

Pendant la durée de la sanction, la personne suspendue ne peut faire état de la qualité de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe et n'est plus mentionnée au tableau de l'ordre.

Le nom du géomètre-expert foncier ou du géomètre-topographe suspendu doit être rayé du tableau pendant le délai de la sanction, à l'expiration de laquelle il est automatiquement réinscrit.

La suspension prive le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe sanctionné du droit de faire état de son titre de membre de l'ordre pour une durée déterminée qui, aux termes de l'article LP. 18 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée, ne peut excéder une année.

La personne radiée du tableau de l'ordre ne peut faire état de la qualité de géomètre-expert foncier ou de géomètre-topographe et ne peut à nouveau être inscrite au tableau de l'ordre.

Art. 88.— Si le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe suspendu ou radié exerce à titre individuel, le conseil de l'ordre prend les dispositions nécessaires pour que les affaires en cours confiées à ce géomètre-expert foncier ou à ce géomètre-topographe soient gérées ou liquidées dans les meilleures conditions.

Il en est de même en cas de suspension ou de radiation d'une société de géomètres-experts fonciers ou de géomètres-topographes ou du seul associé ou de tous les associés exerçant la profession de géomètre-expert foncier ou géomètre-topographe dans une société de géomètres-experts fonciers ou de géomètres-topographes.

En cas de radiation, le président du conseil de l'ordre peut, dans l'intérêt du public et de la clientèle, procéder à toute autre publication ou information externe qu'il juge nécessaire.

### TITRE VI

#### DES ACTIVITES D'ENTREMISE ET DE GESTION IMMOBILIERES

### CHAPITRE Ier

#### DE L'AUTORISATION D'EXERCER UNE ACTIVITE D'ENTREMISE OU DE GESTION IMMOBILIERE

Art. 89.— Les dispositions du présent titre s'appliquent aux géomètres-experts fonciers ou aux géomètres-topographes et aux sociétés de géomètres-experts fonciers ou

aux sociétés de géomètres-topographes, membres de l'ordre, qui se livrent ou prêtent leur concours aux activités visées à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée.

Les opérations techniques et les études sur l'évaluation, la gestion ou l'aménagement des biens fonciers mentionnées à l'article LP. 2 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée ne relèvent pas des dispositions du présent titre.

Art. 90.— Conformément à l'article LP. 15, 1° de la loi du pays susvisée, la période de référence à prendre en considération pour apprécier le caractère accessoire des activités d'entremise et de gestion immobilière exercées par un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe est celle des trois derniers exercices comptables pour lesquels les résultats sont connus.

Art. 91.— Un géomètre-expert foncier ou un géomètre-topographe qui souhaite exercer des activités d'entremise et de gestion immobilière doit justifier de son aptitude à exercer ces activités par la production de la carte professionnelle d'agent immobilier prévue par la réglementation en vigueur.

Art. 92.— De plus, le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe qui souhaite exercer des activités d'entremise et de gestion immobilière doit préalablement faire une demande d'autorisation d'exercice de ces activités auprès du conseil de l'ordre.

Le conseil de l'ordre statue sur la demande dans les trois mois suivant la délivrance du récépissé à la date du dépôt de la demande. Il peut entendre le demandeur s'il le juge utile.

L'autorisation est notifiée à l'intéressé dans les quinze jours suivant la décision du conseil de l'ordre.

Une copie de cette autorisation est adressée au commissaire de gouvernement.

Art. 93.— Les décisions portant autorisation d'exercer une activité d'entremise ou de gestion immobilière sont consignées sur un registre spécial tenu par le conseil de l'ordre.

Art. 94.— L'activité d'entremise immobilière ne peut, en aucun cas, s'exercer simultanément sur la même opération avec les missions mentionnées au I de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée.

### CHAPITRE II

#### DE LA COMPTABILITE ET DES REGLEMENTS PECUNIAIRES

Art. 95.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe autorisé à exercer des activités d'entremise immobilière et de gestion immobilière est tenu de tenir une comptabilité distincte de celle des autres opérations du cabinet.

Il est justifié annuellement au conseil de l'ordre par un expert-comptable que les activités d'entremise et de gestion

immobilière font l'objet d'une comptabilité distincte et qu'elles ont été l'accessoire de leurs activités principales conformément aux dispositions de l'article LP. 15 de la loi du pays du 25 juin 2014 susvisée.

Art. 96.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe est tenu de présenter sa comptabilité à toute demande du président du conseil de l'ordre.

### CHAPITRE III

#### DES MANDATS D'ENTREMISE IMMOBILIERE ET DE GESTION IMMOBILIERE

Art. 97.— Le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe ne peut négocier sans détenir un mandat écrit préalablement délivré à cet effet par l'une des parties.

Il est interdit à tout géomètre-expert foncier ou géomètre-topographe autorisé à exercer une activité d'entremise ou de gestion immobilière, de faire des annonces générales de biens à vendre, à acquérir ou à louer.

Tous actes de publicité ne peuvent être faits que s'ils en sont chargés par les clients et seulement pour les affaires dont ils s'occupent : chaque publication doit avoir pour objet une ou plusieurs affaires spéciales et déterminées.

A cet effet, ils peuvent utiliser tout support publicitaire.

### CHAPITRE IV

#### SURVEILLANCE, CONTROLE ET DISCIPLINE

Art. 98.— Le conseil de l'ordre surveille l'exercice des activités d'entremise immobilière et de gestion immobilière par les géomètres-experts fonciers et par les géomètres-topographes.

Art. 99.— En cas de suspension ou de retrait de la carte professionnelle d'agent immobilier, le président du conseil de l'ordre devra en être informé dans les plus brefs délais par le titulaire de l'autorisation.

Art. 100.— A la demande du conseil de l'ordre ou du commissaire de gouvernement, il peut être procédé à un contrôle notamment sur la tenue de la comptabilité et des registres, le contenu des mandats, le fonctionnement des comptes et sous-comptes individuels, le respect des règles de déontologie et d'incompatibilité.

Art. 101.— Le rapport de l'enquête administrative est remis au président du conseil de l'ordre dans le mois suivant l'achèvement des opérations de contrôle.

Doit être signalé tout fait susceptible de relever de la procédure disciplinaire de l'ordre et d'y faire apparaître les rémunérations perçues dans chacune de ses activités par le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe, au cours des trois derniers exercices comptables.

Le rapport est communiqué aux membres du conseil de l'ordre des géomètres-experts, au commissaire de gouvernement et à l'intéressé.

Art. 102.— Les dispositions relatives à la discipline des géomètres sont applicables à ceux-ci dans l'exercice des activités d'entremise et de gestion immobilières.

Les sanctions disciplinaires énumérées à l'article LP. 18 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée peuvent être prononcées contre le géomètre-expert foncier ou le géomètre-topographe qui a manqué aux devoirs de la profession dans l'exercice d'une activité immobilière.

Art. 103.— Toute infraction aux dispositions de l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 susvisée peut, en outre, donner lieu au retrait immédiat par le conseil de l'ordre des géomètres-experts fonciers et des géomètres-topographes de l'autorisation d'exercer l'une ou l'autre des activités immobilières.

### TITRE VII

#### DISPOSITIONS FINALES

Art. 104.— L'arrêté n° 1377 CM du 9 octobre 2014 portant mesures d'application de la loi du pays n° 2014-16 du 25 juin 2014 portant réglementation de la profession de géomètre-expert foncier et de géomètre-topographe, est abrogé.

Art. 105.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 janvier 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 82 CM du 28 janvier 2016 portant approbation de la reconduction tacite de la convention individuelle type et ses annexes modifiées destinées à organiser les rapports entre la Caisse de prévoyance sociale et le médecin libéral, et approuvant l'avenant n° 5 à ladite convention.**

NOR : DPS1620057AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;